



FILIÈRE            TECHNIQUE

CATÉGORIE    C

## CONCOURS

# ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL PRINCIPAL DE 2<sup>ème</sup> CLASSE DES ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT (Concours externe, interne et 3<sup>ème</sup> concours)

## Présentation du cadre d'emplois – fonctions

- Le cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement, classé en catégorie C relève de la filière technique. Il comprend les grades suivants :
  - adjoint technique territorial des établissements d'enseignement,
  - adjoint technique territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe des établissements d'enseignement,
  - adjoint technique territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe des établissements d'enseignement.
- **Les adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement appartiennent à la communauté éducative.**

Ils sont chargés des tâches nécessaires au fonctionnement des services matériels des établissements d'enseignement, principalement dans les domaines de l'accueil, de l'entretien des espaces verts, de l'hébergement, de l'hygiène, de la maintenance mobilière et immobilière, de la restauration et des transports.

Ils peuvent exercer leurs fonctions dans les spécialités professionnelles suivantes : accueil, agencement intérieur, conduite et mécanique automobiles, équipements bureautiques et audiovisuels, espaces verts et installations sportives, installations électriques, sanitaires et thermiques, lingerie, magasinage des ateliers, revêtements et finitions, restauration.

S'ils exercent une spécialité professionnelle liée à l'entretien des bâtiments, ils peuvent exécuter, en tant que de besoin, des travaux courants dans les autres spécialités du bâtiment.

Ils peuvent également assurer la conduite de véhicules, dès lors qu'ils sont titulaires du permis de conduire approprié en état de validité. Ils ne peuvent toutefois se voir confier de telles missions qu'après avoir subi avec succès les épreuves d'un examen psychotechnique, ainsi que des examens médicaux appropriés. Un arrêté du ministre chargé des collectivités territoriales fixe les conditions dans lesquelles ont lieu ces examens.

- **Les adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement** sont notamment chargés de fonctions d'entretien courant des locaux et des surfaces non bâties des établissements d'enseignement, qui incluent le maintien en bon état de fonctionnement des installations et la participation au service de magasinage et de restauration.

Ils sont également chargés de fonctions d'accueil consistant à recevoir, renseigner et orienter les élèves, les personnels des établissements et le public y accédant, à contrôler l'accès aux locaux et à assurer la transmission des messages et des documents.

- **Les adjoints techniques territoriaux principaux de 2<sup>ème</sup> et de 1<sup>ère</sup> classes des établissements d'enseignement** sont, en sus des fonctions mentionnées ci-dessus, appelés à exécuter des travaux ouvriers ou techniques nécessitant une qualification approfondie.

Ils peuvent être chargés :

- De la conduite des travaux confiés à un groupe d'adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement ;
- De l'encadrement des équipes mobiles d'adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement ;
- De travaux d'organisation et de coordination.



## Conditions générales pour avoir la qualité de fonctionnaire

- Posséder la nationalité française ou celle d'un des autres Etats membres de l'Union Européenne ou d'un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace Economique Européen.
- Jouir de ses droits civiques dans l'Etat dont on est ressortissant.
- Être en position régulière au regard des obligations de service national de l'Etat dont on est ressortissant.
- Ne pas avoir subi de condamnation incompatible avec l'exercice des fonctions.

## Conditions particulières pour l'accès au grade

### CONCOURS EXTERNE

#### ➔ Concours externe avec épreuves est ouvert aux titulaires :

- d'un titre ou diplôme à finalité professionnelle classé au moins au niveau 3 de la nomenclature du répertoire national des certifications professionnelles

OU

- d'une qualification reconnue comme équivalente, dans les conditions fixées par le décret du 13 février 2007 modifié.

ET obtenus dans celle des spécialités mentionnées au paragraphe « Organisation des concours en fonction des spécialités ».

#### **Les équivalences de diplôme (décret n°2007-196 du 13 février 2007) :**

Lorsque le recrutement par voie de concours est subordonné à la possession de certains diplômes nationaux, peuvent se présenter au concours externe, sous réserve de remplir les autres conditions, les candidats qui justifient de qualifications au moins équivalentes au diplôme requis. Ces qualifications équivalentes peuvent être attestées :

- Par un diplôme ou un autre titre de formation délivré en France ou dans un autre Etat membre de la Communauté européenne ou dans un autre Etat partie à l'accord sur l'Espace économique européen,
- Par tout autre diplôme ou titre sanctionnant une formation ou par toute attestation prouvant que le candidat a accompli avec succès un cycle d'études au moins équivalent à celui sanctionné par le diplôme requis ;

Les diplômes, titres ou attestations doivent être délivrés par une autorité compétente compte tenu des dispositions législatives, réglementaires ou administratives applicables dans l'Etat concerné.

- Par l'expérience professionnelle : Peut faire acte de candidature lors de son inscription le candidat qui justifie de l'exercice d'une activité professionnelle salariée ou non salariée, exercée d'une façon continue ou non, équivalente à une durée totale cumulée d'au moins trois ans à temps plein et relevant de la même catégorie socioprofessionnelle que celle de la profession à laquelle la réussite au concours permet l'accès.

La durée totale cumulée d'expérience exigée est réduite à deux ans lorsque le candidat justifie d'un titre ou diplôme de niveau immédiatement inférieur à celui requis.

Les périodes de formation initiale ou continue, quel que soit le statut la personne, ainsi que les stages et les périodes de formation en milieu professionnel accomplis pour la préparation d'un diplôme ou d'un titre ne sont pas prises en compte pour le calcul de la durée d'expérience requise.

Les candidats titulaires d'un diplôme étranger et les candidats au concours externe d'adjoint technique territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe des établissements d'enseignement demandant une reconnaissance de l'équivalence de leur diplôme et/ ou se prévalant d'une expérience professionnelle doivent faire leur demande de reconnaissance à la commission placée auprès du CNFPT :

Centre National de la Fonction Publique Territoriale  
Secrétariat de la Commission nationale d'Equivalence de diplômes  
80, rue de Reuilly - CS 41232 - 75578 PARIS CEDEX 12

Téléphone : 01.55.27.41.89 (de 14h à 17h du lundi au vendredi) - Courriel : [red@cnfpt.fr](mailto:red@cnfpt.fr).  
Site internet : [www.cnfpt.fr](http://www.cnfpt.fr) – rubrique « EVOLUER », « La commission d'équivalence de diplômes »



**CONCOURS**  
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL PRINCIPAL DE 2<sup>EME</sup> CLASSE DES  
ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT  
(Concours externe, interne et 3<sup>ème</sup> concours)

Une demande d'équivalence ne dispense en aucun cas des démarches d'inscription au concours.  
Les demandes d'équivalence peuvent être effectuées tout au long de l'année (même en dehors des périodes d'inscription au concours).

Sont toutefois dispensés des conditions de diplôme :

- les mères et pères ayant élevé ou élevant effectivement au moins trois enfants (Décret n°81-317 du 07 avril 1981),
- les sportifs, arbitres et juges de haut niveau figurant sur la liste publiée l'année du concours par le Ministre chargé des Sports (article L221-3 du code du sport.)

### **CONCOURS INTERNE**

#### ➔ **Concours interne avec épreuves :**

Le concours interne avec épreuves est ouvert aux fonctionnaires et agents non titulaires de la fonction publique de l'Etat, de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière, ainsi qu'aux agents en fonction dans une organisation internationale.

Les candidats doivent justifier au 1er janvier de l'année du concours d'au moins une année de services publics effectifs.

De plus, les candidats doivent être en activité à la date de clôture des inscriptions du concours.

### **TROISIEME CONCOURS**

#### ➔ **Troisième concours avec épreuves :**

Le troisième concours est ouvert aux candidats justifiant, pendant une durée de quatre ans au moins, de l'exercice, soit :

- d'activités professionnelles
- soit de mandats en qualité de membre d'une assemblée délibérante d'une collectivité territoriale,
- soit d'activités accomplies en qualité de responsable d'une association.

Les périodes au cours desquelles l'exercice d'une ou plusieurs activités ou d'un ou plusieurs mandats aura été simultané ne sont prises en compte qu'à un seul titre.

La durée de ces activités ou mandats ne peut être prise en compte que si les intéressés n'avaient pas, lorsqu'ils les exerçaient, la qualité de fonctionnaire, de magistrat, de militaire ou d'agent public.

Toutefois, cette règle ne fait pas obstacle à ce que les activités syndicales des candidats soumis à l'article L212-1 du code général de la fonction publique soient prises en compte pour l'accès à ces concours.

La durée du contrat d'apprentissage et celle du contrat de professionnalisation sont décomptées dans le calcul de la durée d'activité professionnelle exigée.

## **Dispositions applicables aux personnes en situation de handicap**

Le code général de la fonction publique (Art. L352-3) prévoit des dérogations aux règles normales de déroulement des concours et des examens afin d'adapter la durée et le fractionnement des épreuves à la situation des candidats en situation de handicap ou de leur apporter les aides humaines et techniques nécessaires précisés par eux préalablement au déroulement des épreuves.



**CONCOURS**  
ADJOINT TECHNIQUE TERRITORIAL PRINCIPAL DE 2<sup>ème</sup> CLASSE DES  
ETABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT  
(Concours externe, interne et 3<sup>ème</sup> concours)

Lors de son inscription, le candidat souhaitant bénéficier des aménagements prévus par la réglementation doit en faire la demande, et doit en plus des documents exigés à l'inscription, produire préalablement au déroulement des épreuves, un certificat médical délivré par un médecin agréé :

► comportant son avis médical sur les mesures d'aménagements d'épreuves du concours ou de l'examen professionnel, destinées notamment, à adapter la durée (1/3 temps) et le fractionnement des épreuves aux moyens physiques des candidats voire parfois à leur apporter les aides humaines et techniques nécessaires.

## Organisation des concours en fonction des spécialités

Les concours pour le recrutement des adjoints techniques territoriaux principaux de 2<sup>ème</sup> classe des établissements d'enseignement sont ouverts dans l'une ou plusieurs des spécialités suivantes :

- 1° Agencement et revêtements ;
- 2° Equipements bureautiques et audiovisuels ;
- 3° Espaces verts et installations sportives ;
- 4° Installations électriques, sanitaires et thermiques ;
- 5° Lingerie ;
- 6° Magasinage des ateliers ;
- 7° Restauration.

Le candidat choisit au moment de son inscription la spécialité dans laquelle il souhaite concourir.

## Epreuves du concours

**TOUT CANDIDAT QUI NE PARTICIPE PAS A L'UNE DES EPREUVES OBLIGATOIRES EST ELIMINE**

Il est attribué à chaque épreuve une note de 0 à 20. Chaque note est multipliée par le coefficient correspondant.

Les épreuves écrites sont anonymes et font l'objet d'une double correction.

Toute note inférieure à 5 sur 20 à l'une des épreuves obligatoires d'admissibilité ou d'admission entraîne l'élimination du candidat.

Peuvent être seuls autorisés à se présenter aux épreuves d'admission les candidats déclarés admissibles par le jury.

Un candidat ne peut être admis si la moyenne de ses notes aux épreuves est inférieure à 10 sur 20 après application des coefficients correspondants.

A l'issue des épreuves d'admission, le jury arrête, dans la limite des places mises au concours, la liste d'admission. Cette liste est distincte pour chaque concours.

### CONCOURS EXTERNE

Le concours externe d'accès au grade d'adjoint technique territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe des établissements d'enseignement comporte deux épreuves d'admissibilité et une épreuve d'admission.

#### **A – LES EPREUVES D'ADMISSIBILITE**

**1° Résolution d'un cas pratique** exposé dans un dossier portant sur les problèmes susceptibles d'être rencontrés par un adjoint technique territorial des établissements d'enseignement dans l'exercice de ses fonctions, au sein de la spécialité au titre de laquelle le candidat concourt.

(Durée : 2 heures ; coefficient 3).

**2° Vérification** au moyen de questionnaires ou de tableaux ou graphiques ou par tout autre support à constituer ou à compléter, **des connaissances techniques, notamment en matière d'hygiène et de sécurité**, que l'exercice de la spécialité, au titre de laquelle le candidat concourt, implique de façon courante.

(Durée : 2 heures ; coefficient 2).



## **B – L'ÉPREUVE D'ADMISSION**

**Entretien** visant à apprécier la capacité du candidat à s'intégrer dans l'environnement professionnel dans lequel il est appelé à travailler, son aptitude et sa motivation à exercer les missions incombant aux membres du cadre d'emplois, notamment en matière d'encadrement de fonctionnaires appartenant aux cadres d'emplois techniques de catégorie C, ses connaissances, notamment en matière d'hygiène et de sécurité.

(Durée : 15 minutes ; coefficient 4).

### **CONCOURS INTERNE**

Le concours interne d'accès au grade d'adjoint technique territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe des établissements d'enseignement comporte deux épreuves d'admissibilité et une épreuve d'admission.

#### **A – LES ÉPREUVES D'ADMISSIBILITE**

**1° Résolution d'un cas pratique** exposé dans un dossier portant sur les problèmes susceptibles d'être rencontrés par un adjoint territorial des établissements d'enseignement dans l'exercice de ses fonctions, au sein de la spécialité au titre de laquelle le candidat concourt.

(Durée : 2 heures ; coefficient 3).

**2° Vérification** au moyen de questionnaires ou de tableaux ou graphiques ou par tout autre support, à constituer ou à compléter, **des connaissances techniques, notamment en matière d'hygiène et de sécurité**, que l'exercice de la spécialité, au titre de laquelle le candidat concourt, implique de façon courante.

(Durée : 2 heures ; coefficient 2).

#### **B – L'ÉPREUVE D'ADMISSION**

**Entretien** ayant pour point de départ un exposé du candidat sur son expérience professionnelle. L'entretien vise ensuite à apprécier les aptitudes du candidat, notamment en matière d'encadrement de fonctionnaires appartenant aux cadres d'emplois techniques de catégorie C, ses connaissances et sa motivation à exercer les missions incombant aux membres du cadre d'emplois.

(Durée : 15 minutes dont 5 minutes au plus d'exposé ; coefficient 4).

### **TROISIEME CONCOURS**

Le troisième concours de recrutement d'adjoint technique territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe des établissements d'enseignement comporte deux épreuves d'admissibilité et une épreuve d'admission.

#### **A – LES ÉPREUVES D'ADMISSIBILITE**

**1° Résolution d'un cas pratique** exposé dans un dossier portant sur les problèmes susceptibles d'être rencontrés par un adjoint territorial des établissements d'enseignement dans l'exercice de ses fonctions, au sein de la spécialité au titre de laquelle le candidat concourt.

(Durée : 2 heures ; coefficient 3).

**2° Vérification** au moyen de questionnaires ou de tableaux ou graphiques ou par tout autre support, à constituer ou à compléter, **des connaissances techniques, notamment en matière d'hygiène et de sécurité**, que l'exercice de la spécialité, au titre de laquelle le candidat concourt, implique de façon courante.

(Durée : 2 heures ; coefficient 2).



## **B – L'ÉPREUVE D'ADMISSION**

**Entretien** portant sur l'expérience, les connaissances et les aptitudes du candidat. Cet entretien a pour point de départ un exposé du candidat sur son expérience. L'entretien vise ensuite à apprécier les aptitudes du candidat, notamment en matière d'encadrement de fonctionnaires appartenant aux cadres d'emplois techniques de catégorie C, ses connaissances, notamment techniques et celles sur les établissements d'enseignement, ainsi que sa motivation à exercer les missions incombant aux membres du cadre d'emplois.

(Durée : 15 minutes dont 5 au plus d'exposé ; coefficient 4).

### **La liste d'aptitude**

*(Articles L 325-38 et L 325-39 du code général de la fonction publique)*

Le recrutement en qualité d'adjoint technique territorial principal de 2<sup>ème</sup> classe des établissements d'enseignement intervient après inscription sur une liste d'aptitude après concours. Les listes d'aptitude ont une validité nationale.

#### **1. Inscription sur la liste d'aptitude :**

Chaque concours donne lieu à l'établissement, par l'autorité organisatrice du concours, d'une liste d'aptitude classant par ordre alphabétique les candidats déclarés aptes par le jury. Un lauréat de concours ne peut figurer que sur une seule liste d'aptitude d'accès au même grade d'un cadre d'emplois.

L'inscription sur la liste d'aptitude est donc automatique en cas de réussite, sauf si le lauréat signale être déjà inscrit sur une autre liste d'aptitude du même concours, auquel cas il doit opter pour l'une ou l'autre liste.

Ainsi, le lauréat adresse, à l'autorité organisatrice de chacun des concours, dans le délai de 15 jours, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision d'opter pour son inscription sur la liste d'aptitude choisie et de renoncer à l'inscription sur l'autre liste.

#### **2. Durée de validité de la liste d'aptitude :**

La durée de validité de la liste d'aptitude est de deux ans, elle peut être renouvelée deux fois une année pour les lauréats non nommés.

- Pour bénéficier d'une réinscription sur la liste d'aptitude, le lauréat doit obligatoirement en faire la demande par écrit un mois avant le terme de la deuxième et de la troisième année.

Le décompte de la période de quatre ans est suspendu, le cas échéant, pendant la durée des congés parental, de maternité, d'adoption, de présence parentale, et de congé de solidarité familiale ainsi que du congé de longue durée et de celle de l'accomplissement des obligations du service national. Il est également suspendu pour les élus locaux jusqu'au terme de leur mandat, lorsqu'un agent contractuel est recruté pour pourvoir à un emploi permanent sur le fondement de l'article L.332-13 du code général de la fonction publique dont les missions correspondent à l'emploi qu'il occupe, ainsi que pour la personne qui a conclu un engagement de service civique prévu à l'article L.120-1 du code du service national, à la demande de cette personne, jusqu'à la fin de cet engagement.

- Pour bénéficier de cette disposition, le lauréat doit adresser une demande au Centre de Gestion accompagnée de justificatifs.

Le lauréat, sous réserve du respect des modalités de réinscription, demeure inscrit sur la liste d'aptitude jusqu'à l'expiration du délai de quatre ans à compter de son inscription initiale ou, si aucun concours n'a été organisé dans ce délai, jusqu'à la date d'organisation d'un nouveau concours.



## **L'INSCRIPTION SUR LISTE D'APTITUDE NE VAUT PAS RECRUTEMENT**

L'inscription sur une liste d'aptitude permet de postuler auprès des collectivités territoriales (communes, départements - à l'exception du département de Paris qui a un statut particulier - et régions) et établissements publics. La recherche d'emploi relève d'une démarche personnelle du lauréat qui pourra adresser des candidatures spontanées aux collectivités (lettre de motivation et CV).

### Rémunération – Carrière

- ▶ Traitement mensuel brut indicatif :
  - début de carrière → 1712,06 €
  - fin de carrière → 2037,01 €
- ▶ A ce traitement s'ajoutent l'indemnité de résidence, et le cas échéant le supplément familial de traitement.
- ▶ Avancement possible au grade d'adjoint technique territorial principal de 1<sup>ère</sup> classe des établissements d'enseignement.

### Textes réglementaires

- Code général de la fonction publique,
- Décret n° 2013-593 du 5 juillet 2013 modifié portant conditions générales de recrutement et d'avancement de grade et portant dispositions statutaires diverses applicables aux fonctionnaires de la fonction publique territoriale,
- Décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la Fonction Publique Territoriale,
- Décret n° 2007-913 du 15 mai 2007 modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement,
- Décret n° 2007-917 du 15 mai 2007 fixant les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement,
- Décret n°2007-196 du 13 février 2007 modifié relatif aux équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la Fonction Publique et les arrêtés correspondants ;
- Arrêté du 19 juin 2007 fixant la liste des concours et les règles de composition et de fonctionnement des commissions d'équivalences de diplômes pour l'accès aux concours de la fonction publique territoriale ;
- Arrêté du 26 juillet 2007 fixant les équivalences de diplômes requises pour se présenter aux concours d'accès aux corps et cadres d'emplois de la fonction publique subordonnés à la possession de diplômes ou titres sanctionnant un niveau d'études déterminé relevant d'une formation générale ou de plusieurs spécialités de formation.



## Nos Coordonnées

|  |  |
|--|--|
| <p><b><u>CDG 04</u></b><br/><b>Centre de Gestion de la fonction publique territoriale<br/>des<br/>Alpes de Haute Provence</b><br/>582 Chemin de Font de Lagier – Zone d'Activité<br/>04130 VOLX<br/>Tél.: 04 92 70 13 02 - Site Internet : <a href="http://www.cdg04.fr">www.cdg04.fr</a></p>                              | <p><b><u>CDG 05</u></b><br/><b>Centre de Gestion de la fonction publique territoriale<br/>des Hautes-Alpes</b><br/>Les Fauvettes II - 1 rue des marronniers<br/>05000 GAP<br/>Tél.: 04 92 53 29 10 - Site Internet : <a href="http://www.cdg05.fr">www.cdg05.fr</a></p>  |
| <p><b><u>CDG 06</u></b><br/><b>Centre de Gestion de la fonction publique territoriale<br/>des Alpes-Maritimes</b><br/>33, avenue Henri Lantelme<br/>Espace 3000 – CS 70169<br/>06705 SAINT LAURENT DU VAR<br/>Tél.: 04 92 27 34 34 - Site Internet : <a href="http://www.cdg06.fr">www.cdg06.fr</a></p>                    | <p><b><u>CDG 13</u></b><br/><b>Centre de Gestion de la fonction publique territoriale<br/>des<br/>Bouches-du-Rhône</b><br/>Les Vergers de la Thumine – CS 10439<br/>Bd de la Grande Thumine<br/>13098 AIX EN PROVENCE CEDEX 02<br/>Téléphone : 04 42 54 40 60 - Site Internet : <a href="http://www.cdg13.com">www.cdg13.com</a></p> |
| <p><b><u>CDG 83</u></b><br/><b>Centre de Gestion de la fonction publique territoriale du<br/>Var</b><br/>Accueil du public : 860 Route des Avocats - 83260 LA<br/>CRAU<br/>Adresse postale : CS 70576 - 83041 TOULON CEDEX 9<br/>Tél.: 04 94 00 09 20 - Site Internet : <a href="http://www.cdg83.fr">www.cdg83.fr</a></p> | <p><b><u>CDG 84</u></b><br/><b>Centre de Gestion de la fonction publique territoriale du<br/>Vaucluse</b><br/>80, rue Marcel Demonque<br/>AGROPARC – CS 60508<br/>84908 AVIGNON CEDEX 9<br/>Tél.: 04 32 44 89 30 - Site Internet : <a href="http://www.cdg84.fr">www.cdg84.fr</a></p>  |
| <p><b><u>CDG 2A</u></b><br/><b>Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de<br/>la Corse du Sud</b><br/>18 cours Napoléon - CS 60321<br/>20178 AJACCIO CEDEX 1<br/>Tél.: 04 95 51 88 90 - Site Internet : <a href="http://www.cdg2a.com">www.cdg2a.com</a></p>  | <p><b><u>CDG 2B</u></b><br/><b>Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de<br/>la Haute Corse</b><br/>Résidence le "Lesia" - Avenue de la Libération<br/>20600 BASTIA<br/>Tél.: 04 95 32 33 65 - Site Internet : <a href="http://www.cdg2b.com">www.cdg2b.com</a></p>  |

Cette brochure présente les principales informations relatives au concours concerné. Elle a été réalisée en tenant compte des dispositions réglementaires en vigueur à la date de mise à jour. Son contenu donné à titre informatif ne saurait présenter un caractère exhaustif ni contractuel.